TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
(Division des services essentiels)

Région : Richelieu-Salaberry

Dossier : 1040474-71-2005
(CM-2020-2629)

Dossier accréditation : AM-2001-5928

Québec, le 15 décembre 2020

DEVANT LE JUGE ADMINISTRATIF

Pierre-Étienne Morand

Terrapure environnemental (Revolution Environmental Solutions LP)
Employeur

et

Syndicat des travailleurs des industries Terrapure
Association accréditée

DÉCISION

L'APERÇU

[1] Le Tribunal doit déterminer s'il y a lieu d'assujettir l'employeur, Terrapure environnemental (Revolution Environmental Solutions LP), et l'association accréditée, Syndicat des travailleurs des industries Terrapure, à l'obligation de maintenir des services

essentiels en cas de grève, le tout comme prévu à l'article 111.0.17 du *Code du travail*¹ (le Code).

[2] L'association accréditée représente « *Tous les salariés au sens du Code du travail, à l'exception des employé-es de bureau et des chauffeurs* » pour l'établissement de Châteauguay. Les salariés de l'unité de négociation sont des techniciens de laboratoire et des opérateurs. La convention collective liant les parties est expirée depuis le 31 juillet 2020.

[3] Les parties sont invitées à présenter leurs observations, conformément à l'article 111.0.17.2 du Code. Seul l'employeur formule des commentaires.

[4] Pour les motifs qui suivent, le Tribunal conclut que l'entreprise de l'employeur est un « *service public* » au sens de l'article 111.0.16 du Code et qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique. Il ordonne donc aux parties de maintenir des services essentiels dans un tel cas.

L'ANALYSE ET LES MOTIFS

LES PRINCIPES JURIDIQUES APPLICABLES

[5] L'article 111.0.17 du Code prévoit que le Tribunal peut rendre une ordonnance selon laquelle l'employeur et une association accréditée dans un « *service public* » doivent maintenir des services essentiels s'il est d'avis « *qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique* ».

[6] Ce pouvoir d'assujettissement désormais dévolu au Tribunal découle de la *Loi modifiant le Code du travail concernant le maintien des services essentiels dans les services publics et dans les secteurs public et parapublic*² (le Projet de loi 33) adoptée le 30 octobre 2019 dans la foulée de l'arrêt *Saskatchewan Federation of Labour c. Saskatchewan*³. La Cour suprême y confirme que le droit de grève, en tant que composante essentielle du droit à la négociation collective, est enchâssé dans la *Charte canadienne des droits et libertés*⁴ et qu'il revêt donc un caractère constitutionnel.

¹ RLRQ, c. C-27.

² L.Q. 2019, c. 2020.

³ [2015] 1 R.C.S. 245.

⁴ Partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982* [annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (1982, R.U., c. 11)] 1982, ch. II (R.-U) dans L.R.C. (1985), App. II.

[7] Certes, le maintien des services essentiels restreint l'exercice du droit de grève. En ce sens, les dispositions introduites par le Projet de loi 33 ne sauraient avoir pour effet d'en élargir les critères d'assujettissement.

[8] Seule la possibilité d'une mise en danger de la santé ou de la sécurité publique peut justifier une telle ordonnance de maintien des services essentiels et de limiter ainsi l'exercice d'un droit fondamental⁵. Partant, les désagréments, les inconvénients, les incommodités et le préjudice économique résultant d'une grève ne peuvent y donner ouverture.

L'APPLICATION AUX FAITS

➤ **L'entreprise est-elle visée par l'article 111.0.16 du Code?**

[9] Les activités de l'employeur sont visées par l'article 111.0.16 (5.1) du Code.

[10] En effet, ce dernier exploite notamment un système d'assainissement et de traitement des eaux.

➤ **Une grève peut-elle avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique?**

[11] D'entrée de jeu, précisons que le fait que les parties aient déjà été assujetties à l'obligation de maintenir des services essentiels en cas de grève par un décret gouvernemental⁶ n'est en rien déterminant pour les fins du présent dossier.

[12] Cela dit, l'enquête révèle qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique puisqu'elle pourrait interrompre la réception ainsi que l'assainissement et le traitement d'eaux usées très contaminées.

[13] De fait, l'employeur recourt à un procédé d'oxydation avancé qu'il a développé et qui fait appel à du peroxyde d'hydrogène, ce qui lui permet de traiter des eaux contenant

⁵ *Autobus Fleur de Lys, division Shawinigan inc. c. Syndicat des salariés d'entreprises en transport par autobus de la région de la Mauricie-Centre-du-Québec (CSD)*, 2020 QCTAT 2619.

⁶ Voir le Décret du gouvernement du Québec portant le numéro 9999-2015 adopté le 12 mai 2015. Par ailleurs, une disposition transitoire du Projet de loi 33 prévoyait que les parties visées par un décret en date du 30 octobre 2019 sont réputées, à compter de cette date, visées par une décision du Tribunal ordonnant le maintien des services essentiels. Le Décret ne s'appliquait plus au 30 octobre 2019, car la convention collective entre les parties a été signée le 9 octobre 2015.

plus de 20 000 parties par million (ppm) de demande chimique en oxygène (DCO) ou des contaminants récalcitrants très toxiques.

[14] En conséquence, une interruption du traitement de telles eaux, lesquelles contiennent différents produits et molécules chimiques interagissant entre eux, provoquerait leur entreposage prolongé, ce qui risque de conduire à des explosions et des incendies, avec un dégagement de fumée toxique pour les communautés environnantes.

[15] De même, à l'occasion d'une grève, faute de concurrent pouvant recevoir et traiter ce type d'eaux usées, il y a aussi un risque qu'elles soient relâchées dans l'environnement, notamment dans les égouts municipaux. En raison de leur caractère toxique, de tels déversements pourraient entraîner l'arrêt de stations municipales d'épuration et provoquer l'écoulement d'eaux usées non traitées dans les cours d'eau. Cela est susceptible de causer de la pollution organique et biologique en contaminant les prises d'eau en aval et d'intoxiquer la population.

[16] Cela suffit pour conclure à la nécessité d'assujettir les parties à l'obligation de maintenir des services essentiels en cas de grève, sachant par ailleurs que ce n'est qu'ultérieurement qu'ils seront déterminés et leur suffisance évaluée, comme le prescrivent les articles 111.0.18 et suivants du Code.

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL :

ORDONNE à **Terrapure environnemental (Revolution Environmental Solutions LP)** et à **Syndicat des travailleurs des industries Terrapure** de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du *Code du travail*, précité, en cas de grève;

SUSPEND l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que **Syndicat des travailleurs des industries Terrapure** se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du *Code du travail*, précité.

Pierre-Étienne Morand

M^{me} Wendy Chancy

1040474-71-2005
(CM-2020-2629)

5

Pour l'employeur

M. Dominic Belleville
Pour l'association accréditée

Date de mise en délibéré : 2 décembre 2020

PEM/ga